

REVUE DES LIVRES

Editions Karthala | « [Politique africaine](#) »

2016/3 n° 143 | pages 213 à 222

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811117672

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2016-3-page-213.htm>

Pour citer cet article :

« Revue des livres », *Politique africaine* 2016/3 (n° 143), p. 213-222.
DOI 10.3917/polaf.143.0213

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Karthala.

© Editions Karthala. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

REVUE DES LIVRES

HAGMANN (Tobias) et
REYNTJENS (Filip) (dir.)
*Aid and Authoritarianism in Africa.
Development without Democracy*
Londres, Zed Books,
coll. « Africa Now », 2016, 192 pages

Tout porte à croire que c'est initialement l'évidence des points communs entre le Rwanda et l'Éthiopie contemporains qui ont poussé Filip Reyntjens (spécialiste du Rwanda et de l'Afrique des Grands Lacs) et Tobias Hagmann (spécialiste de l'espace somali et de l'Éthiopie) à creuser la question du rôle de l'aide internationale dans la perpétuation de régimes autoritaires en Afrique. Éthiopie et Rwanda sont deux exemples de régimes où, de fait, un parti unique parvient à sécuriser un montant continu et important d'aide internationale, tout en donnant en pratique peu de considération aux normes démocratiques officiellement prônées par les bailleurs. Ce questionnement commun s'est concrétisé par un panel à l'European conference on African studies (Ecas, Conférence européenne des études africaines) de 2013 et s'est poursuivi jusqu'à la publication de ce livre collectif.

L'ouvrage montre comment les multiples acteurs de l'aide alignent leurs attentes et politiques sur les pratiques et politiques publiques des États récipiendaires, et comment ces derniers parviennent à utiliser cette ressource. Rédigés par des chercheur(se)s engagé(e)s de longue date sur les terrains concernés, les chapitres successifs étendent l'analyse à l'Ouganda, au Cameroun, à l'Angola et au Mozambique, et dépassent le paradoxe qui veut que « bien que relativement peu d'africanistes s'intéressent à l'aide, qu'ils considèrent comme « non africaine », beaucoup d'universitaires qui mènent des recherches sur l'aide sont dépourvus de la connaissance approfondie des États étudiés qui résulte de l'immersion de long terme » (p. 13).

Rita Abrahamsen revient sur les acceptions plurielles du terme de démocratie adoptées par les bailleurs occidentaux (p. 21-43) et sur les conséquences politiques des interventions de développement qui en découlent. Longtemps absente des discours entourant et légitimant l'aide au développement, la démocratie est entrée dans la novlangue des bailleurs à la fin de la guerre froide. Arrimée à la libéralisation économique et aux plans d'ajustement structurel, une définition minimaliste et procédurale de la démocratie était privilégiée (p. 26), laissant les dirigeants africains devant des injonctions contradictoires, déjà mises en lumière par Abrahamsen dans ses travaux : il fallait à la fois satisfaire aux demandes sociales des populations et aux demandes libérales des bailleurs. Après 2001, la « guerre mondiale contre le terrorisme » a entraîné une reformulation sécuritaire de l'acceptation de la démocratie, désormais comprise comme un rempart contre le terrorisme. Les pays bailleurs revendiquent maintenant ouvertement l'idée que l'aide au développement sert leurs intérêts sécuritaires (p. 32), et certains États sont passés maîtres dans l'art de reformuler leurs politiques publiques et l'étiquetage de leurs adversaires politiques en termes de lutte contre le terrorisme. Ainsi, l'Éthiopie se pose en gendarme de la Corne de l'Afrique, le Rwanda « pacifie » la République démocratique du Congo (RDC) voisine, l'Algérie surveille le Sahel (p. 36). De ce point de vue, la détérioration des conditions de sécurité dans le bassin du lac Tchad depuis 2013 sert le régime camerounais (p. 127). David M. Anderson et Jonathan Fisher montrent comment cette maîtrise du discours de la sécurité internationale par les élites du National Resistance Movement (NRM, Mouvement de résistance nationale), a participé à la militarisation du champ politique ougandais (p. 68), et ce d'autant plus que les institutions internationales ont tenté de faire du pays un « modèle » de

réussite des réformes économiques néolibérales (p. 72).

La redirection d'une part croissante de l'aide vers les appareils militaires est facilitée par certaines modalités de versement de l'aide, comme l'appui budgétaire direct (*General budget support*, GBS). Zoë Marriage en fait la démonstration pour le Rwanda, où le passage au GBS fut une récompense versée à un régime perçu comme ayant accompli d'énormes efforts et améliorations depuis le génocide, et disposant des moyens effectifs pour mettre en place des programmes de développement très ambitieux et alignés sur les attentes des bailleurs (p. 59). Malgré quelques tensions, les acteurs de l'aide passent par pertes et profits le rôle de Paul Kagame dans la déstabilisation continue de l'Est de la RDC.

Cet éclairage du cas rwandais laisse entrevoir la puissance que conserve la croyance en une idéologie du développement, pour les bailleurs comme pour les États récipiendaires. Sur ce point, le chapitre d'Emanuele Fantini et Luca Puddu montre la perpétuation de certains modes d'utilisation de l'aide et de ses effets politiques en Éthiopie. Sous trois régimes successifs et sur plus de cinquante ans, certains fondamentaux sont inchangés : les projets modernistes entraînent des mesures d'exception pour leur mise en œuvre (expropriations, réinstallations forcées, p. 99-100), justifiées par un discours moral sur la nécessité du développement (p. 97-98), et où des firmes privées d'agro-industrie, de consultance en développement ou de construction jouent le rôle d'intermédiaire entre les élites modernistes éthiopiennes et les gouvernements des pays bailleurs.

On retrouve cette attention portée à la multiplicité des acteurs de l'aide dans l'analyse du régime camerounais menée par Marie-Emmanuelle Pommerolle. S'il n'a jamais fait figure de *donor darling*, le régime de Biya est tout de même parvenu

à sécuriser un niveau d'aide constant, et même à « choisir ses bailleurs » (p. 119). En rappelant qu'acteurs de l'aide, régime et organisations d'opposition agissent au sein d'un même champ politique internationalisé, Pommerolle montre que chacun a intérêt à ce que le crédit des élections ne soit pas entamé, quel que soit leur niveau d'ouverture ou de « compétitivité », et quand bien même le soutien maintenu des bailleurs aux processus électoraux camerounais a encouragé la méfiance et la concurrence entre les organisations d'opposition (p. 130).

L'analyse des trajectoires contrastées de l'Angola et du Mozambique par Helena Pérez Niño et Philippe Le Billon souligne aussi la nécessité de prendre en compte les intérêts divergents et parfois contradictoires des bailleurs comme des pays récipiendaires (p. 155). Compensant un faible afflux d'aide par un contrôle resserré de la rente pétrolière (p. 141), le régime angolais du Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA, Mouvement populaire de libération de l'Angola) a échappé aux plans d'ajustement structurel, et le pays n'a pas connu la libéralisation économique poussée que le Mozambique a expérimentée au tournant des années 1990 (p. 142). Dans ce pays, l'aide a pris en charge une part importante des dépenses sociales, permettant au Frente de Libertação de Moçambique (Frelimo, Front de libération du Mozambique) de mener des politiques macroéconomiques néolibérales et centrées sur des mégaprojets profitant à court terme à une clientèle aisée (p. 154). La comparaison de ces deux trajectoires réfute le lien mécanique, dans quelque sens qu'il soit, entre afflux d'aide et démocratisation.

En conclusion, Nicolas van de Walle fait écho à Rita Abrahamsen en revenant sur la trajectoire historique de la (non-)promotion démocratique par les bailleurs. Aujourd'hui, la démocratie semble être davantage critiquée que promue. Au-delà d'accusations

classiques sur les effets des élections (p. 168-169), de nombreux universitaires et bailleurs occidentaux maintiennent que l'ouverture politique empêcherait l'accumulation économique permise dans le cadre de régimes plus fermés (p. 172-173), ou promeuvent l'importation du *developmental state* asiatique en Afrique – appuyant en cela les politiques économiques mozambicaine et éthiopienne. Comme Hagmann et Reyntjens dans l'introduction (p. 3), Van de Walle appelle à une analyse des « nouveaux » bailleurs en Afrique, dont la Chine, trop souvent présentée comme exemplaire d'un pragmatisme dénué de conditionnalité. Ce présupposé comporte le sous-entendu erroné que les bailleurs occidentaux ont toujours conditionné leur aide au respect de normes de démocratie ou de bonne gouvernance, quand bien même le versement plus important d'aide aux régimes plus fermés et plus corrompus devrait nous convaincre du contraire (p. 171-172). Au total, cet ouvrage au ton juste et critique gagnerait à sortir du monde académique pour être mis entre les mains des praticiens et des diplomates.

Mehdi Labzaé

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Centre européen de sociologie et de science
politique (CESSP)

TONDA (Joseph)
*L'impérialisme postcolonial.
Critique de la société
des éblouissements*

Paris, Karthala, coll. « Les Afriques »,
2015, 272 pages

Le dernier ouvrage de Joseph Tonda est un essai d'anthropologie de la valeur : valeur de la Chose, de l'*objet noir*, des corps et esprits noirs, de l'expérience du Noir (comme monde des ténèbres, opposé

à la lumière du monde et aux Lumières de l'esprit). Cette « réalité du colonialisme impérialiste de la valeur » (p. 20) prend aujourd'hui la forme de complexités inverses entre des modes d'exister qui ne sont pas plus africains que, déjà, américano-européens.

Dans une écriture tout à la fois anguleuse et aiguë, Tonda retrace l'évolution occidentale de l'impérialisme noir, « qui rend bête aussi bien le Blanc que le Noir » (p. 127). Ce qui l'intéresse avant tout est de mettre au jour, dans le sillage de Gilles Deleuze et Félix Guattari, une catégorie bien particulière de colonie intérieure à chacun, laquelle s'étend désormais au-delà de régions bourgeoises tempérées du capitalisme. Or ces colonies intimes et privées offrent une image inversée de ce sur quoi les sciences sociales concentrent leur attention depuis plusieurs décennies : elles donnent à voir une puissance noire, colonisatrice de l'inconscient blanc, que Tonda retrouve dans l'intimité psychique blanche. À cet égard, il prend ses distances avec les positions de Frantz Fanon sur l'excès de mélanine, les processus de *lactification* pour « blanchir la race » en choisissant toujours le « moins noir », pour assurer, dans les flirts comme dans des liaisons plus stables, de ne pas « sombrer de nouveau dans la négraille » et les taxinomies en termes de couleur dont est tributaire le colonisé noir. Tonda se distancie également de ce qu'il appelle le « concept mou de l'hybridité » (p. 31), dont il rappelle à plusieurs reprises qu'il a été largement utilisé par les *postcolonial studies*, obnubilées par la question du Blanc comme instance colonisatrice du territoire vital du Noir (son corps, sa langue, son imaginaire au sens large). Ici au contraire, ce sont les fantasmes du Noir qui fascinent, émerveillent, hantent et possèdent individus et groupes, et ce pas uniquement en Afrique.

Là où l'*Anti-Oedipe* de Deleuze et Guattari recourait essentiellement au vocabulaire des

flux et reflux, ce qui caractérise l'impérialisme noir, ce sont les « images et écrans, images-écrans » (p. 9), imaginaires « chargés », c'est-à-dire dotés d'agentivité (p. 123). Dans cette réflexion sur la valeur psychique et sociale de tout ce qui peut prendre vie de manière autonome, Tonda nous invite à revenir sur une scène indépassable de la rencontre, celle de l'écran-fétiche et de ses simulacres (ou de ses lieutenants: l'Argent, le Sexe, les Excréments, le Progrès, la Modernité, avec à sa tête Dieu et le Diable). Une rencontre qui, si l'on tente de la situer au-delà de l'axe chronologique, se manifeste dans l'Histoire comme une force agissante, comme un champ de courants historiques tendu entre l'archi-passé et le présent, pour parler comme Agamben à propos de la méthode de l'archéologie philosophique. Ainsi, de même que le Big Bang continue à nous envoyer son rayonnement fossile, de même le fétiche noir – quelle que soit sa forme – deviendrait le point de surgissement d'un monde cauchemardesque en devenir, signe d'un destin commun et véritable éblouissement psychique tant des Français (comme Gabrielle, « devenue folle d'avoir dans la peau un Gabonais », ou François, envoûté par sa petite amie et la tante de celle-ci) que des Africains (comme le petit Modogo, dont les « ombres de phrases anglaises » étaient pour ses parents de véritables « manifestations physiques de la possession du petit par le cinéma du Diable »). De ce point de vue, le fétiche n'a donc plus rien d'archaïque, même s'il risque de nous plonger dans un présent perpétuel (et non dans un présent en perpétuel devenir).

L'ouvrage est également une réflexion approfondie sur l'atmosphère de mort qui règne actuellement en Afrique et ailleurs, et dont l'impérialisme postcolonial est l'expression la plus vive. Car ce que montre l'expérience d'intensification de la réalité, vécue par Tonda le 24 août 1997 au « Camp Nord » – notamment lorsqu'il traversa avec

certains de ses compatriotes son pays en guerre, un épisode qu'il partage généreusement avec le lecteur – c'est qu'on continue en Afrique, pour reprendre l'expression quelque peu irrévérencieuse d'Hegel, à mourir à la légère. Un corps-à-corps avec la mort est mis en place dans ces passages paraboliques du livre, découvrant que le pouvoir est au bout du fusil et le désir de mort sociale, pour pouvoir survivre, déchire sans arrêt. Face à Johnny Chien Méchant – à la fois protagoniste célèbre du roman de Dongala Boundzeki Emmanuel, personnage du cinéma hollywoodien de Jean-Stéphane Sauvaire ou bien criminel-moyen-enfant-soldat-quelconque –, Tonda avoue son désir de « retourner à l'invisibilité », « à l'insignifiance des Noirs », des « pauvres gens » privés de la puissance spectrale de Mundele, le Blanc, « que nous avons tant cherché à être ou à paraître » (p. 37).

Entre les lignes de ces pages consacrées à l'éblouissement de la violence, se fait jour une possible explication de l'expansion du monde magique, entendu comme un certain rapport au temps (donc à la mort) du subalterne, de l'opprimé, du mort-vivant refusant de renoncer à sa présence au monde et à un avenir qu'il a pourtant du mal à atteindre. Aussi la « magification » du monde (à ne pas confondre avec ce qu'on appelle génériquement « renaissance du religieux » et avec sa pentecôtisation) peut-elle, à mon sens, receler un refus obstiné de mourir. S'il est vrai que la « magie » est, au sens large, un champ de communication rapprochée – c'est-à-dire privée de toute transcendance – entre les hommes et les divinités, alors le monde « désenchanté » des monothéismes est en conflit ouvert avec le monde magique, qui permet quelque chose que la toute-puissance du Dieu blanc n'offre plus : la possibilité de négocier avec la divinité. Le désenchantement correspond donc non pas à un surplus de pouvoir, mais à une perte de marge de négociation. Peut-être

est-ce aussi pour cela que les « pauvres gens », où qu'ils soient, sont toujours à la recherche de ce monde magique dénué de « clôture identitaire » (p. 180) de l'invisible, le seul qui leur permette de s'en sortir en négociant avec ses instances (soit des modes ontologiques d'exister aussi bien dans les rêves et rêveries que dans les pires cauchemars) des « hypothèses de vie qui élargissent la vie » (p. 21).

Joseph Tonda me reprocherait probablement ici de tomber dans le panneau de l'éblouissement noir. Colonisée par l'intangibile primitif de mon imaginaire de chercheuse, je finirais par n'être qu'un « agent de fonction » parmi d'autres de l'impérialisme postcolonial, adoptant cette posture des sciences sociales en général et de l'anthropologie en particulier, qui fait l'objet de ses attaques et provocations les plus virulentes. L'une d'entre elles vaut la peine d'être citée, de sorte qu'aucun d'entre « nous » ne puisse après cela dormir tranquille. Car si « le nous de l'anthropologue occidental reproduit le schème colonial de l'anthropologue qui témoigne auprès des siens de l'humanité des autres » (p. 214), le savoir ainsi produit risque de se réduire à un énième dispositif de racialisation. Et l'humanité des autres, toujours largement méconnue du grand nombre, de rester l'apanage d'une minorité de gens, Européens ou Africains, seuls aptes à la définir. Tant que les anthropologues ne renonceront pas à avoir leur Noir à eux, comment est-ce que les jeunes femmes de Libreville, pour ne mentionner qu'elles, pourraient renoncer à désirer leur Blanc à elles ?

Or, si l'impérialisme postcolonial n'est, de toute évidence, nullement synonyme de l'arrogance des élites au pouvoir en Afrique, en ce moment même, ni de l'impérialisme de la postcolonie – celui dont la violence et la corruption sont bien décrites par Stephen Ellis dans son dernier livre, *This Present Darkness*, œuvre qui me semble dialoguer

tacitement avec Tonda – aucune frontière nette n'existe cependant entre ces deux formes de manipulation du monde, tant il est vrai, et Joseph Tonda le montre parfaitement dans son ouvrage, que la violence qui en résulte se nourrit du pouvoir étatique aussi bien que du pouvoir subalterne, capitaliste et magique à la fois. Force est alors de reconnaître avec Tonda que le postcolonialisme noir alimente et régénère la décadence quotidienne du monde postcolonial.

Du discours de Dakar, prononcé à l'école des Blancs où l'on apprend à vaincre sans raison, aux stars des écrans du Congo, de Centrafrique ou des États-Unis (Johnny Chien Méchant, Oussama Ben Laden), en passant par la rencontre entre deux représentants extrêmes de la hiérarchie humaine (Nafissatou Diallo et Dominique Strauss-Kahn), Tonda nous livre un capital d'images sur le fond desquelles se détache la figure d'un chercheur vivant en quelque sorte sur le seuil, et bien décidé à y rester, pour que personne ne puisse oublier les existences crépusculaires de l'époque contemporaine, d'une génération entière et d'un champ disciplinaire qui ne sauraient rester prisonniers de leurs accès de mélancolie (auto-référentielle et) postcoloniale.

Simona Taliani

Université de Turin

GLASMAN (Joël)

Les corps habillés au Togo.

Genèse coloniale des métiers de police

Paris, Karthala, coll. « Les Afriques », 2014, 328 pages

Cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat, pourrait être une histoire des forces de police au Togo. Il est bien plus que cela. Joël Glasman contribue à historiciser un secteur professionnel et par ricochet, l'État en

Afrique. Au niveau de l'analyse, ce secteur a malheureusement trop souvent été pensé de manière trop segmentée, sans prendre en compte les similarités et circulations entre ses différentes composantes (police, armée, gendarmerie, etc.), ou bien, au contraire envisagé comme un tout unitaire et indiscriminé (les « forces de sécurité »), décrit en termes de déficit et donc opposé à une police occidentale idéalisée, traité sous une forme essentialiste et culturaliste – comme « l'Autre police », la police « africaine » etc. Glasman ne fait rien de tout cela, et, ajouté à la solidité de son approche méthodologique, ces éléments font de cet ouvrage une lecture essentielle pour toute personne intéressée par une analyse historique méthodique d'un secteur pour le moins décousu dans une période de rencontre coloniale.

À rebours d'une approche euro-centrique, donc, Glasman remet en cause la vision prédominante qui a fait de l'histoire de la police en Afrique (et au-delà) une histoire de professionnalisation et de modernisation, ou, au contraire, une affaire de non-modernité et d'absence de professionnalisme – une vision particulièrement présente dans les débats contemporains sur la réforme des secteurs de sécurité sur le continent. Il interroge l'utilité de ce concept de professionnalisme, non seulement pour décrire les réalités empiriques de ce secteur au Togo et ailleurs, mais aussi comme slogan de la coopération internationale qui vise à « professionnaliser » les forces de sécurité.

Dans l'introduction, Joël Glasman livre au lecteur une approche historiographique qui favorise, plutôt que les mises en récits univoques, la prise en compte de la diversité, de l'ambiguïté, des incohérences, et qui prend au sérieux les concepts locaux (comme « corps habillés », ou *sodja*, un terme local désignant le personnel d'État en uniforme). Les neuf chapitres qui suivent sont organisés chronologiquement mais peuvent

être lus indépendamment. L'auteur commence par analyser l'émergence de discours locaux autour de l'uniforme, de « l'habillé », du vêtement, à travers lesquels les soldats et les officiers de police togolais ont délimité (et délimitent toujours), leur espace professionnel et se sont distingués de la population ordinaire. Il s'intéresse ensuite à la première unité de police dans le Togo allemand, la *Polizeitruppe*, et décrit son institutionnalisation et le recrutement des tous premiers officiers de police togolais au sein de la machinerie du maintien de l'ordre. Le troisième chapitre décrit la tentative de les discipliner. Il est suivi d'un autre consacré à la construction de l'ethnicité au sein des forces de police, puis d'une description du camp militaire comme lieu de naissance d'une identité professionnelle des « corps habillés ». L'auteur s'intéresse ensuite aux réformes de la police et des forces de sécurité togolaises depuis 1933, qui ont vu la création des commissariats comme contre-poids civil, urbain et de proximité, face à l'enclave contrôlée que représente le camp militaire. Glasman décrit également les complexités de la bureaucratization du travail de police après la Deuxième Guerre mondiale, un aspect qui, selon moi, a souvent été négligé, atténué ou mal interprété par les chercheurs travaillant sur le maintien de l'ordre. Les deux derniers chapitres sont consacrés aux conflits et aux divisions entre bureaucrates en uniforme et « soldats » marginalisés. L'étude ne dépasse pas le coup d'État de 1963 cependant l'ouvrage s'achève sur un bref aperçu des traces (ou des effets ?) contemporains de l'histoire qui nous a été livrée.

Il s'agit d'un livre remarquable sur plusieurs plans. À ma connaissance, très peu d'études ont tenté et réussi, de manière similaire, à débrouiller les complexités historiques d'un champ professionnel, en particulier celui du maintien de l'ordre, en Afrique. Le récit rigoureux au niveau

méthodologique, mais cependant très vivant, de Joël Glasman, sera d'un intérêt premier pour les chercheurs s'intéressant aux formes présentes et passées du maintien de l'ordre (au sens large), et pour ceux qui cherchent à historiciser l'État (et l'étatocité) en Afrique et au-delà.

Mirco Göpfert

Université de Konstanz

TURPIN (Frédéric)

Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir

Paris, CNRS Éditions, 2015, 488 pages

Peu de figures ont suscité autant de fantasmes que Jacques Foccart (1913-1997). Le « Monsieur Afrique » du général de Gaulle, de Georges Pompidou et, dans une moindre mesure, de Jacques Chirac a très tôt senti le soufre. Il incarna longtemps la politique menée par la France dans ses colonies africaines, et ses dérivés : réseaux occultes, barbouzerie en tous genres, financement occulte des partis politiques... La figure emblématique de Foccart est devenue un symbole honni pour tous les contempteurs de la Françafrique. Le mythe avait la vie d'autant plus dure que l'homme cultivait le mystère, s'exprimant rarement en public, préférant l'ombre à la lumière.

Sans doute Pierre Péan avait-il consacré à « l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République » une biographie en 1990. Mais le goût pour la polémique y prenait le pas sur la recherche de la vérité. Sans doute aussi, au crépuscule de sa vie, Jacques Foccart a-t-il souhaité sortir du silence, en publiant successivement les deux tomes de ses mémoires (*Foccart parle*) et les cinq tomes de son *Journal de l'Élysée*. Mais toute autobiographie appelle sa contre-expertise. Aussi le travail de Frédéric Turpin, en chantier depuis de

longues années, était-il particulièrement attendu. L'historien, spécialiste du gaullisme et de la décolonisation, n'était pas le moins bien placé pour se faire. Sans doute Jean-Pierre Bat avait-il livré en 2012 un travail admirable sur le syndrome Foccart et ses répliques toujours vivaces dans la France d'aujourd'hui, mais l'approche de Frédéric Turpin, plus chronologique n'est-elle pas la même.

Si le souvenir de « Foccart l'Africain » reste vivace – et si c'est cet aspect du personnage qui légitimement intéresse au premier chef les lecteurs de *Politique africaine* – la biographie de Frédéric Turpin souligne que l'homme ne se réduisait pas à cette seule dimension. D'ailleurs il n'avait pas mis les pieds en Afrique avant les années 1950. Ce catholique convaincu, vibrant patriote, était devenu gaulliste pendant la Résistance en prenant la tête d'un maquis dans l'Orne. Il avait rapidement rejoint le Rassemblement du peuple français (RPF), le parti politique créé par de Gaulle en 1947. En raison de sa connaissance des Antilles – il avait passé une partie de son enfance en Guadeloupe et venait de créer une société spécialisée dans l'importation de produits tropicaux – il se vit confier la charge des questions ultramarines dans le nouveau parti gaulliste et, en mars 1950, un siège de conseiller de l'Union française. C'est à cette occasion qu'il se fit un « réseau » parmi les parlementaires africains – qui exercèrent ensuite les plus hautes fonctions dans l'Afrique des indépendances – et parmi les Français de l'Empire.

C'est à la même époque, auprès du Général, que Jacques Foccart développa un « réseau » d'un tout autre genre. Constitué d'anciens résistants rompus à la pratique de la clandestinité, revenus pour certains à la vie civile, enrôlés pour d'autres dans l'armée ou au service Action du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, ce réseau voue au Général une

fidélité sans faille. Devenu secrétaire général du Rassemblement du peuple français (RPF) en 1954, Foccart peut utiliser ses compagnons pour accompagner de Gaulle dans la prise du pouvoir en mai 1958. Auprès de lui à Matignon puis à l'Élysée en janvier 1959, il est certes nommé secrétaire général pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches, mais il tire l'essentiel de son pouvoir et doit sa réputation déjà sulfureuse au contrôle qu'il exerce sur les services secrets et sur le SAC, le service d'ordre gaulliste.

Les développements consacrés aux questions africaines ne contiennent aucune révélation tonitruante. On n'y lira rien qu'on ne sache déjà sur l'amitié qui unissait Jacques Foccart à Félix Houphouët-Boigny, sur sa proximité avec Léon Mba, qu'il a sauvé en 1964, et avec Albert Bongo, qu'il a aidé à prendre le pouvoir à la mort de ce dernier, sur son rôle durant la guerre du Biafra. Baron du gaullisme, Foccart survit au départ de son « patron » et conserve les mêmes fonctions avec Georges Pompidou. Mais Valéry Giscard d'Estaing s'en sépare – même si une cellule africaine subsiste à l'Élysée, dirigée par René Journiac, qui fut l'un de ses plus proches collaborateurs. Jacques Foccart se rapproche de Jacques Chirac qu'il conseillera à la mairie de Paris, à Matignon en 1986 et à l'Élysée en 1995.

L'honnête travail de Frédéric Turpin réussit à dépasser la légende noire qui impute à Foccart tous les maux de la Françafrique sans constituer pour autant un procès en réhabilitation du « Monsieur Afrique » des débuts de la ve République. S'appuyant sur une exploitation méthodique des archives publiques et privées et une impressionnante quantité d'entretiens oraux avec tous les survivants du foccartisme, Frédéric Turpin n'exonère pas Jacques Foccart de ses responsabilités mais il les remet en contexte. Pratique de la clandestinité, dévotion au général de Gaulle, absence de scrupules

dans l'exécution des ordres, primat donné à la légitimité sur la légalité : autant de traits de caractère acquis pendant la Résistance dont Jacques Foccart ne s'est jamais départi une fois arrivé au pouvoir.

Biographie d'un « homme de l'ombre » dont les responsabilités doivent être réévaluées, le Foccart de Frédéric Turpin nous montre qu'une politique ne se résume pas à un seul homme. Elle est autant, sinon plus, la marque de son temps. Son livre nous invite paradoxalement à étudier la Françafrique au-delà de Jacques Foccart lui-même.

Yves Gounin
Conseil d'État

GRABOYES (Melissa)
The Experiment must continue. Medical Research and Ethics in East Africa, 1940-2014

Athens, Ohio University Press, 2015,
307 pages

Le récent épisode de fièvre hémorragique à virus Ebola dans les trois pays de la Mano River (Liberia, Guinée, Sierra Leone) a rappelé en quoi le continent africain constitue un terrain de prédilection des entreprises de recherche clinique à partir desquelles se nouent des questions de nature et d'échelles différentes. Elles soulèvent des interrogations éthiques, politiques et anthropologiques propres aux essais cliniques en général mais sont également exemplaires des relations entre pays du Sud et pays du Nord vis-à-vis de la production des évidences scientifiques.

L'intérêt de l'ouvrage de Melissa Graboyes est d'articuler ces questions en développant, à partir d'un terrain uniquement kenyan, une enquête à la fois historique et anthropologique. L'auteur se positionne à rebours d'une approche

manichéenne des essais cliniques conçus au Nord et mis en place au Sud et dans lesquels les interactions entre chercheurs et personnes incluses dans les essais ne devraient se lire que par le prisme d'une relation entre un sujet (le chercheur) et un objet (la personne incluse dans l'essai). Au contraire, elle propose de rendre compte de l'essai comme « rencontre médicale », c'est-à-dire comme une réalité complexe traversée par des logiques parfois concurrentes mais nécessitant toujours des opérations de traduction et de négociation et dans lequel tous les acteurs (corps médical ou personnes incluses) doivent être pensés comme des participants.

À partir d'un travail d'archives sur des essais menés contre le paludisme d'une part et d'une synthèse de travaux anthropologiques contemporains portant sur des essais contre le VIH-SIDA d'autre part, l'auteure montre comment, dans le contexte de la recherche biomédicale, les relations entre acteurs sont toujours négociées, parfois inversées et comment des alliances inattendues se mettent en place. Des chercheurs cliniciens de terrain s'opposent par exemple aux concepteurs d'essais n'ayant pas de contact direct avec le test qu'ils préconisent. Et les élites traditionnelles sont souvent complices de ceux qui régissent les essais, et mises en cause par les populations. Plutôt qu'une éthique normative qu'il s'agirait de défendre, l'auteur donne à voir, au sein des essais cliniques, une éthique relationnelle en permanente redéfinition et comportant nécessairement une dimension politique.

Préférant la discussion d'une éthique située plutôt que normative (l'auteure parle d'éthique de terrain et d'éthique formelle), Melissa Graboyes rappelle, en s'inscrivant dans le sillage des *science studies*, en quoi la recherche, tout en fondant sa légitimité sur le registre de l'objectivité scientifique, est soumise également aux contraintes des conditions de production du savoir.

La conduite d'essais cliniques obéit par exemple à des logiques pragmatiques conduisant les chercheurs à choisir tel ou tel site plutôt en raison de considérations politiques que d'une recherche de représentativité.

Un des intérêts majeurs de l'ouvrage et de tenter l'articulation entre histoire et anthropologie par l'alternance de chapitres discutant les uns avec les autres d'une même question (début d'une expérience, perception de la recherche, arrivée des chercheurs, consentement, risques et bénéfices dans la recherche, responsabilités de la recherche post-expérience, fin de l'étude) à partir d'expériences situées dans le passé et le présent. On mesure ainsi en quoi les questions posées dès la mise en place des premières expérimentations médicales en Afrique restent aujourd'hui d'actualité. C'est le cas par exemple des erreurs de jugement conduisant les populations à envisager leur participation à une recherche clinique comme une opportunité d'offre de soin.

Le travail de Melissa Graboyes est informé par une très bonne connaissance du terrain est-africain mais également de la littérature sur la question des essais cliniques (l'auteur a pris le soin de proposer en fin d'ouvrage un index, des notes et deux annexes : un glossaire swahili et une note de synthèse sur la littérature concernant les essais cliniques). Cet ouvrage rejoint un ensemble de travaux historico-anthropologiques qui stimulent, depuis l'Afrique, la réflexion globale sur les enjeux de la santé mondiale (Julie Livingstone, Guillaume Lachenal, Wenzel Geissler). Le travail de Melissa Graboyes pourrait se poursuivre par une histoire comparée des logiques de la recherche prenant en compte les histoires coloniales francophones et anglophones. Ainsi, l'auteure pourrait approfondir sa discussion de l'éthique située dans deux directions : d'un point de vue anthropologique, en questionnant l'impensé d'une éthique fondée sur la

conception présumée universelle d'un individu autonome, et d'un point de vue politique, en développant une analyse plus critique du contexte international dans lequel les essais cliniques menés en Afrique s'inscrivent: un contexte postcolonial traversé par des enjeux propres à la compétition économique entre compagnies pharmaceutiques. L'importance de ces dernières dans le champ de la santé en Afrique et les conséquences sur la place finalement laissée aux services de santé publique, dans le champ du soin apporté aux populations, mériteraient une discussion plus approfondie.

Enfin, si le chapitre 7 traite du rôle de contrôle exercé par les comités internationaux indépendants censés suivre le déroulement des essais (International Review Board), l'auteure accorde à ces institutions un pouvoir qu'ils n'ont pas toujours, ce qui l'amène à sous-estimer l'enjeu du développement d'un contrôle exercé par la société civile sur les entreprises de recherche développée dans les pays du Sud.

Frédéric Le Marcis

École Normale Supérieure de Lyon